

La désespérante pédagogie par la crise

Posté le : 19 novembre 2011 14:59 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes, Crise mondiale

Lorsque nous avons décidé fin 1996 d'intervenir dans le débat économique public via le WEB, d'abord en intervenant sur le Forum du Monde, un de nos premiers débats avait concerné un sujet tout simple : peut-on convaincre avec des arguments ou faut-il constamment attendre que des évènements dramatiques viennent confirmer les avertissements lancés inlassablement pour que les esprits se débloquent ?

A cette époque la France se relevait à peine du coup de massue fiscale asséné par Alain Juppé, l'Europe vivait une stagnation forte entraînée par la construction de l'Euroland, et le monde venait de connaître la plus grande récession depuis 1929. La décennie en cours menaçait de connaître une croissance mondiale plus basse que celle de la décennie précédente qui avait été déjà plus basse que celle de la décennie d'avant.

Nous avons commencé à dénoncer la trinité fatale :

- Pour le monde, la tragédie des changes flottants et de la liberté absolue des mouvements de capitaux
- Pour l'Europe, les conceptions déséquilibrées de la construction de l'Euro
- Pour la France, la folie de la dépense publique, de la dette et de l'impôt, folie non seulement continue depuis le septennat de Valérie Giscard mais constamment aggravée, avec, pointant à l'horizon une autre folie, les 35 heures soutenues par un certain DSK.

Toutes ces sottises étaient parfaitement intentionnées. L'extension des libertés économiques dans un monde largement libéré des servitudes soviétiques était un progrès. Unir l'Europe et parvenir à un ensemble cohérent et pacifique n'est pas une vision malsaine. Mettre en place une société moins dure aux faibles et plus équilibrée entre loisirs et travail, qui peut souhaiter le contraire ?

L'enfer est pavé de bonnes intentions et le diable dans les détails. Tout le monde sait cela.

La simple observation économique permettait déjà de constater que les changes flottants "cela n'a jamais marché, cela ne marche pas et cela ne marchera jamais". La conjonction de ce système faux et d'une monnaie internationale, le dollar, utilisée à des fins stratégiques et non de croissance mondiale équilibrée, avait déjà provoqué la crise de 73-74, la première "plus grave depuis 1929", la crise de 92-93, la seconde "plus grave depuis 1929", un ralentissement significatif du trend de la croissance mondiale, la remontée après trente ans de décroissance, du taux d'endettement mondial, l'apparition d'une "économie casino" insupportable pour beaucoup.

Le chantier de Maastricht avait également démontré que le projet européen était totalement aventuré. La technique qui consiste à mettre la charrue avant les bœufs était employée, cette fois ci, d'une façon excessive. Certes la question était posée, mais de façon non technique : la perte de souveraineté. Techniquement il était déjà clair que l'organisation médiocre et pourrie de défauts annoncée ne pourrait à terme que provoquer une crise sévère. Certains l'espéraient comme levier pour aller un pas plus loin dans le fédéralisme.

Toute zone monétaire, disions-nous, est une affaire politique qui implique une organisation stricte pour éviter les divergences d'évolution des pays membres. Il n'y a pas d'autres solutions que la récession pour rétablir les écarts. Mettre en place un "îlot de fixité dans un océan de flottement", avec une BCE indépendante, dont le seul objectif est le niveau de prix, une insouciance assumée en matière de cours de change, des états contraints à emprunter exclusivement aux banques sans garantie croisée des états, une liberté totale des capitaux et l'absence de tout tarif extérieur commun, constituait un pari absurde.

Quant à la France, le choix du tout état, du tout fonctionnaire, du tout impôt et de l'endettement continu et massif, aggravé par la perspective des 35 heures, était purement et simplement suicidaire. Alors que pas un seul budget n'avait été voté à l'équilibre depuis 1973, le déséquilibre s'avérant tous les calculs faits significativement plus importants que l'impasse initiale votée, contrairement à la période De Gaulle, que les smicards étaient l'occasion d'un prélèvement de 55% de leurs revenus bruts, que les classes moyennes étaient taxées à 65% et que les classes moyenne élevées pouvaient subir jusqu'à 80% de prélèvement moyens, l'impôt sur la fortune entraînait, pour quelques dizaines de milliers de personnes une confiscation totale des revenus. Et là-dessus arrive par surprise un gouvernement Jospin qui aggrave les impôts sans utilité, impose les 35 heures et endette la France de 1.000 milliards de Francs supplémentaires !

Les forums ont ceci d'amusant qu'ils permettent de faire apparaître des attitudes mieux que la presse. La spontanéité et la fraîcheur des réactions des internautes offrent un miroir plus net de l'état d'esprit qui prévaut dans les diverses couches de l'opinion. Elles forment une espèce de mousse au dessus des clivages plus feutrés que révèlent les médias et les milieux politiques.

Quelles étaient ces attitudes ?

Sur le système monétaire international, le grand silence. Les changes flottants sont un tabou pour ceux qui pourraient en parler et une énigme pour les autres.

Sur l'Euro, un clivage purement politique entre souverainistes et europhiles supra-nationaux. Aucune réflexion sur les conditions pratiques d'une union monétaire. Aucune discussion possible sur les dangers strictement économiques. Maurice Allais, qui avait tout de même quelques "credentials" sera marginalisé et injurié (notamment par Le Monde) pour ses positions alarmistes. Bernard Connolly, dont le International Herald Tribune du 18 novembre rappelle l'histoire (après avoir tu ses thèses pendant 15 ans), était un économiste de la CEE inquiet des dangers du projet d'Euro. Il écrira un livre terrible publié en Français chez Albin Michel : "l'Euro cœur pourri de l'Europe - La sale guerre de la monnaie européenne". Il sera jeté dehors sans ménagement avec même une enquête judiciaire aux basques qui heureusement ne donnera rien. Il deviendra un "prophète de malheur" (doom sayer) écouté notamment par les "hedge funds" qui commenceront sous son impulsion à jouer l'éclatement de la zone euro dès 2005.

Il est amusant rétrospectivement de voir comment ce livre a été accueilli en France. Citons Libération :

"Fonctionnaire de catégorie A4 (560.000 francs par an), il a même dirigé pendant six ans la petite équipe chargée du suivi du Système monétaire européen. Jusqu'au jour où il a décidé de faire un bon coup d'édition, en publiant la Sale Guerre de la monnaie européenne, un livre rageur et d'une parfaite mauvaise foi".

Critiquer de façon technique un projet européen ne peut être que le fruit des passions d'un riche renégat d'une parfaite mauvaise foi décidé à s'enrichir encore plus !

Sur la question française, la presse et l'opinion dominante criait "Vive l'impôt" jusqu'à s'époumoner. Tant qu'on aurait pas dépassé le taux de prélèvements du plus dépensier des pays nordiques, nous serions coupables de préjugé anti-social. Et on allait tomber dans l'absurde politique de Jospin-DSK-Aubry de surimposition, de blocage juridique de la vie économique, de trente cinq heures payées 39, d'endettement acharné, de décentralisation à coûts débridés. Tout avertissement sur les conséquences était immédiatement contré par des adjectifs déplaisants : néolibéral, fasciste etc.

Les quinze ans passés n'ont fait que confirmer les conséquences lamentables de ce blocage intellectuel et de ce verrouillage idéologique.

L'entrée en jeu de la Chine va donner aux défauts du système des changes flottants et du dollar fou une ampleur inégalée et entraîner la crise de 2007-201x, la troisième "la plus grave depuis 1929" avec désormais, faute de politique adaptée, un vrai risque de dépression mondiale. Mais la pensée est restée totalement bloquée et la presse muette. Il reste impossible de discuter d'une réforme sensée du système monétaire international.

L'explosion maintenant entrée dans le champ des possibles de la zone Euro a fait voler en éclat tous les blocages à la réflexion. Tous ceux qui le veulent bien peuvent constater que les institutions et les règles du jeu telles qu'elles sont ne peuvent pas faire fonctionner à long terme une zone monétaire.

Quant à la dette, et ses risques mortels, dans un pays qui n'a plus de politique économique propre, une administration gourmande, des politiques devenus une classe à part fonctionnant sur la dépense publique en symbiose avec le secteur public (qui se souvient que le Parlement avait pour but de contrôler les dépenses du pouvoir exécutif ?), qui doute désormais de la folie des politiques suivies depuis près de 40 ans ?

Seule la crise grave est pédagogique. Il faut la souffrance des conséquences avérées pour allumer un début de réflexion.

Et peut être un moignon de réflexion aimerait-on ajouter. Las ! Sur la réforme du système monétaire international, c'est toujours le silence de plomb. Sur la réforme de l'Eurozone, la réflexion est biaisée par l'idéologie européiste et par les dissensions diplomatiques au sein de l'Europe. Au lieu d'être centré sur les moyens, la bataille s'égare ou dans l'idéologie ou dans la politiciannerie. En France, les élections présidentielles et les programmes qui s'esquissent montrent que les partis n'ont toujours rien compris. Coincés, entre impuissance intellectuelle et impuissance économique, les grands acteurs politiques enchaînent postures et impostures.

Conclusion : il faudra encore plus de désastres économiques pour que toutes les leçons soient tirées. Il a fallu attendre 1944 pour que les conséquences de la crise de 1929 soient tirées, et 1968 pour constater qu'elles avaient été totalement oubliées. On peut enrager de constater qu'on recommence ce cycle infâme.

La politique du pire est la pire des politiques. Surtout lorsqu'elle est inconsciente.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile